

Le 16 mars 2020

Monsieur Gaétan Youance
Coordonnateur de l'Unité Centrale d'Exécution
Ministère des Travaux Publics, Transports
et Communications (MTPTC)
Pacot, #23 angle 2^e rue Wilson et Malval
Port-au-Prince, Haïti

Monsieur Youance,

Nous avons l'avantage de vous soumettre sous couvert de la présente, trois copies du rapport d'audit de l'État de Flux de Trésorerie et l'État des Investissements du **Programme d'Appui au Secteur des Transports en Haïti – V, géré par l'Unité Centrale d'Exécution (UCE) du Ministère des Travaux Publics, Transports et Communications (MTPTC), dans le cadre du Contrat de Financement non Remboursable no. 3570/GR-HA** sur les ressources de la Facilité Non Remboursable de la Banque Interaméricaine de Développement (BID), pour la période allant du 1^{er} octobre 2018 au 30 septembre 2019.

Une copie sur CD-ROM a été remise à l'Unité Centrale d'Exécution (UCE) qui assurera la transmission à la BID avec la copie physique des rapports.

Nous espérons que ces documents seront conformes à vos attentes.

Nous vous prions d'agréer, Monsieur Youance, nos salutations distinguées.

MÉROVÉ-PIERRE – CABINET D'EXPERTS-COMPTABLES



Mireille Mérové-Pierre, CPA, FCPAH
Associé Directeur

cc : Madame Marise Salnave - BID

**MINISTÈRE DES TRAVAUX PUBLICS, TRANSPORTS ET COMMUNICATIONS
(MTPTC)**

UNITÉ CENTRALE D'EXÉCUTION (UCE)

PROGRAMME D'APPUI AU SECTEUR DES TRANSPORTS EN HAÏTI – V

BANQUE INTERAMERICAINE DE DÉVELOPPEMENT (BID)

ACCORD DE FINANCEMENT NON REMBOURSABLE BID NO. 3570/GR-HA

POUR LA PERIODE ALLANT DU 1^{er} OCTOBRE 2018 AU 30 SEPTEMBRE 2019

(Avec Rapport des Auditeurs Indépendants)

**MINISTÈRE DES TRAVAUX PUBLICS, TRANSPORTS ET COMMUNICATIONS
(MTPTC)**

UNITÉ CENTRALE D'EXÉCUTION (UCE)

PROGRAMME D'APPUI AU SECTEUR DES TRANSPORTS EN HAÏTI – V

BANQUE INTERAMERICAINE DE DÉVELOPPEMENT (BID)

ACCORD DE FINANCEMENT NON REMBOURSABLE BID NO. 3570/GR-HA

Table des matières

	<u>Pages</u>
LETTRE DE TRANSMISSION	
Généralités	1-2
Objectif et étendue de l'audit	2-4
Résultats de l'audit	4-5
ÉTATS FINANCIERS	
Rapport des auditeurs indépendants	6-7
État des Flux de Trésorerie effectués – Financement BID 3570/GR-HA	8
État des Investissements - BID	9
Notes aux états financiers	10-22
État comparatif du projet avec LMS – contrat de financement BID no. 3570/GR-HA – Annexe I	23-24
Rapport sur le statut du fonds de roulement - Annexe II	25

Le 13 mars 2020

Unité Centrale d'Exécution (UCE)
Ministère des Travaux Publics, Transports
et Communications (MTPTC)
Port-au-Prince, Haïti

Messieurs,

Nous avons audité l'État de Flux de Trésorerie et l'État des Investissements du Programme d'Appui au Secteur des Transports en Haïti – V, géré par l'Unité Centrale d'Exécution (UCE) du Ministère des Travaux Publics, Transports et Communications (MTPTC), dans le cadre du Contrat de Financement non Remboursable no. 3570/GR-HA sur les ressources de la Facilité Non Remboursable de la Banque Interaméricaine de Développement (BID), pour la période allant du 1er octobre 2018 au 30 septembre 2019. L'UCE est responsable de ces états financiers. Nous avons émis notre rapport y relatif en date du 13 mars 2020.

GÉNÉRALITÉS

L'Unité Centrale d'Exécution (UCE) est une cellule du Ministère des Travaux Publics, Transports et Communications (MTPTC) chargée de gérer le projet intitulé "Programme de Réhabilitation et d'Entretien Routiers". Suite à une demande du Gouvernement Haïtien auprès de la Banque Interaméricaine de Développement et à la suite d'un accord d'assistance technique ayant permis la préparation du projet, la BID a consenti à l'octroi d'un financement non remboursable no. 3570/GR-HA pour un montant total de \$ 65 millions. Cet accord constitue l'unique source de financement du projet sur une période de 5 ans. La date du dernier décaissement par la BID est prévue pour le 25 novembre 2020.

Ce programme contribue à la stratégie de développement rural du Gouvernement Haïtien.

Ses objectifs spécifiques sont de :

- faciliter l'intégration des régions rurales isolées à la communauté nationale,
- améliorer l'accès des populations rurales aux services sociaux de base,
- appuyer l'activité économique rurale en facilitant le transport des marchandises, et
- contribuer au développement du tourisme en facilitant l'accès aux sites d'intérêt.



L'Unité Centrale d'Exécution (UCE) a été désignée comme l'organisme d'exécution du programme, chargée de l'implantation des trois (3) composantes suivantes :

Composante I

(a) Travaux Publics et Supervision - \$US 56,730,446

Cette composante financera l'exécution de projets éligibles dans le cadre d'un Programme à Travaux Multiples (PTM). Parmi les activités spécifiques, se trouvent: (i) les travaux de réhabilitation, d'amélioration et/ou d'entretien sur le réseau national du transport; (ii) la mitigation des impacts environnementaux et sociaux; et (iii) la supervision des travaux publics par des firmes spécialisées.

Composante II

(b) Renforcement du Secteur de l'Infrastructure Routière - \$US 3,566,642

Cette composante financera: (i) l'acquisition de l'équipement et des fournitures pour l'entretien nécessaire pour la réalisation des activités d'entretien; (ii) la mise d'un système de gestion pour l'Unité d'Entretien du MTPTC; (iii) la formation du personnel de cette Unité d'Entretien; (iv) la mise en œuvre de campagnes pour la sécurité routière; et (v) la formation de femmes à des travaux de construction et d'entretien.

Composante III

(c) Études et Conception Technique, Études Socio-Environnemental et Administration - \$US 4,702,912.

Cette composante financera : (i) l'administration des travaux et services par l'Unité Centrale d'Exécution; (ii) le suivi et l'évaluation; (iii) les études sectorielles, les conceptions techniques et les évaluations de l'impact environnemental et social à réaliser pour de futures opérations; et (iv) les audits socio-environnemental et financiers du projet.

OBJECTIF ET ÉTENDUE DE L'AUDIT

L'objectif de notre mandat était de procéder à l'audit de l'État des Flux de Trésorerie et de l'État des Investissements du Programme d'Appui au Secteur des Transports en Haïti – V dans le cadre du Contrat de financement non remboursable 3570/GR-HA, géré par le Ministère des Travaux Publics, Transports et Communications (MTPTC) à travers l'Unité Centrale d'Exécution (UCE), pour la période allant du 1er octobre 2018 au 30 septembre 2019.



L'audit a été effectué conformément aux Normes Internationales d'Audit et aux Directives pour la préparation des rapports financiers et des Audits Externes des Opérations Financés par la Banque Intéraméricaine de Développement et a comporté, par conséquent, des sondages sur les registres comptables et d'autres procédés que nous avons jugés nécessaires dans les circonstances. Les objectifs spécifiques étaient les suivants:

- 1) Exprimer une opinion sur l'État de Flux de Trésorerie et sur l'État des Investissements du Programme d'Appui au Secteur des Transports en Haïti – V géré par l'UCE dans le cadre du Contrat de Financement non Remboursable no. 3570/GR-HA pour la période allant du 1er octobre 2018 au 30 septembre 2019, et déterminer si ces états financiers présentent fidèlement, à tous égards importants, les transactions effectuées sur ces fonds pour cette période en conformité avec la méthode de comptabilité de caisse modifiée et les termes de ces accords.
- 2) Analyser et comprendre suffisamment la structure de contrôle interne de l'UCE, évaluer les risques de non-contrôle et identifier les conditions à reporter, incluant les faiblesses importantes de contrôle interne.
- 3) Effectuer des sondages afin de déterminer si l'UCE a respecté, à tous égards importants, les termes de l'Accord et les lois et règlements applicables, incluant les clauses de nature financière et comptable. Les cas importants de non-conformité et toutes les indications d'actes illégaux identifiés et seront reportés.
- 4) Déterminer si l'UCE a entrepris des actions appropriées sur les recommandations du rapport d'audit antérieur.

Les principales procédures d'audit effectuées durant notre travail ont été les suivantes :

Financement

- Confirmer directement avec la Banque Interaméricaine de Développement (BID) les fonds versés à l'UCE ou payés directement aux consultants externes dans le cadre du Contrat de Financement non Remboursable no. 3570/GR-HA - pour la période auditée.
- Confirmer avec la Banque Centrale le solde des comptes de banque de projet au 30 septembre 2019.

Dépenses de projet

- Revoir, sur base de sondages, les dépenses de projet pour nous assurer que celles-ci sont conformes aux termes de l'accord signé entre la BID et le Gouvernement Haïtien.



- Revoir la documentation des approvisionnements sur l'acquisition de matériels, équipements et services afin de s'assurer que les procédures et règlements de la BID et de passation de marché de l'État Haïtien ont été correctement appliqués.
- Examiner les requêtes de paiement présentées à la BID et les documents supportant ces demandes.
- Effectuer des visites de terrain pour un échantillon de projet en vue de vérifier l'existence des projets.

Honoraires des consultants

- Revoir les procédures de sélection des consultants et leur conformité aux normes prescrites par la BID.
- Revoir, sur base de sondages, les contrats avec les consultants, afin de nous assurer de la conformité des paiements effectués avec les termes des contrats surtout en matière de soumission de rapports et du respect des termes des accords.

Salaires

- Analyser les salaires individuels des employés sur une base mensuelle afin d'expliquer les fluctuations en se référant aux pièces justificatives appropriées.
- Déterminer si les prélèvements sur salaires sont conformes aux lois et règlements locaux.

RÉSULTATS DE L'AUDIT

États des Flux de Trésorerie et États des Investissements

À notre avis, l'État des Flux de Trésorerie et l'État des Investissements du Programme d'Appui au Secteur des Transports en Haïti – V géré par l'Unité Centrale d'Exécution (UCE) du Ministère des Travaux Publics, Transports et Communications (MTPTC), dans le cadre du Contrat de Financement non Remboursable no. 3570/GR-HA, présentent fidèlement, à tous égards importants les encaissements et décaissements effectués et les Investissements du Programme d'Appui au Secteur des Transports en Haïti – V financé par la Banque Interaméricaine de Développement (BID) pour la période allant du 1^{er} octobre 2018 au 30 septembre 2019, conformément à la méthode de comptabilité de caisse modifiée et aux termes de l'accord entre la BID et le Gouvernement Haïtien.



Systeme de contrôle interne

Nous avons analysé et évalué le système du contrôle interne, ainsi que les risques de contrôle de l'UCE afin de déterminer l'étendue des procédures d'audit à appliquer pour nous permettre d'émettre une opinion sur les états financiers du Programme et non dans le but de fournir une assurance sur la structure de contrôle interne de l'UCE. L'Unité Centrale d'Exécution (UCE) a la responsabilité d'établir et de maintenir une structure de contrôle interne adéquate.

Les résultats de notre évaluation sont présentés dans un rapport séparé sur l'évaluation du système de Contrôle Interne et qui doit être lu conjointement avec les états financiers.

Commentaires de la Direction de l'UCE

Le présent rapport a été discuté avec les représentants de l'UCE qui ont approuvé l'émission de ce rapport.

Memoire - Pierre - Cabinet d'Experts - Comptables

**MINISTÈRE DES TRAVAUX PUBLICS, TRANSPORTS ET COMMUNICATIONS
(MTPTC)**

UNITÉ CENTRALE D'EXÉCUTION (UCE)

PROGRAMME D'APPUI AU SECTEUR DES TRANSPORTS EN HAÏTI – V

BANQUE INTERAMERICAINE DE DÉVELOPPEMENT (BID)

ACCORD DE FINANCEMENT NON REMBOURSABLE BID NO. 3570/GR-HA

Pour la période allant du 1^{er} octobre 2018 au 30 septembre 2019

Unité Centrale d'Exécution (UCE) :

Nous avons audité l'État des Flux de Trésorerie et l'État des Investissements du Programme d'Appui au Secteur des Transports en Haïti – V, géré par l'Unité Centrale d'Exécution (UCE) du Ministère des Travaux Publics, Transports et Communications (MTPTC), dans le cadre du Contrat de Financement non Remboursable no. 3570/GR-HA sur les ressources de la Facilité Non Remboursable de la Banque Interaméricaine de Développement (BID), pour la période allant du 1^{er} octobre 2018 au 30 septembre 2019.

Responsabilité de la Direction vis-à-vis des états financiers

La Direction de l'UCE est responsable de ces états financiers. Cette responsabilité inclut: la conception, la mise en place et le maintien d'un système de contrôle interne pertinent à la préparation et à la présentation fiable d'états financiers exempts d'inexactitudes importantes, imputables à des fraudes ou erreurs; le choix et l'application de principes comptables appropriés; et la détermination d'estimations comptables vraisemblables dans les circonstances.

Responsabilité des auditeurs

Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur ces états financiers sur la base de notre audit.



Notre audit a été effectué conformément aux Normes Internationales d'Audit et aux Directives pour la Préparation des Rapports Financiers et des Audits Externes des Opérations Financées par la Banque Interaméricaine de Développement (BID). Ces normes exigent que l'audit soit planifié et exécuté de manière à fournir un degré raisonnable de certitude quant à l'absence d'inexactitudes importantes dans les états financiers. Un audit implique la mise en œuvre de procédures en vue d'obtenir des éléments probants à l'appui des montants et des autres éléments d'information présentés dans les états financiers. Le choix des procédures relève du jugement des vérificateurs, de même que l'évaluation du risque que les états financiers contiennent des inexactitudes importantes imputables à des fraudes ou erreurs. En procédant à l'évaluation de ces risques, nous prenons en considération la structure de contrôle interne pertinente à la présentation fiable d'états financiers afin d'utiliser des procédés d'audit appropriés dans les circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'UCE.

Un audit comprend également l'appréciation du caractère approprié des principes comptables utilisés et la vraisemblance des estimations importantes faites par la Direction, ainsi qu'une appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers. Nous estimons que les éléments probants obtenus sont suffisants et appropriés pour supporter notre opinion.

Tel que décrit à la **note 2(a)**, les états financiers ont été préparés sur une base de comptabilité de caisse modifiée, laquelle constitue une base de comptabilité différente des Normes Internationales de Présentation de l'Information Financière (IFRS).

Opinion

À notre avis, ces états financiers présentent fidèlement, à tous égards importants, les encaissements et les décaissements effectués ainsi que les investissements du Programme d'Appui au Secteur des Transports en Haïti – V pour la période allant du 1^{er} octobre 2018 au 30 septembre 2019, en conformité avec la méthode de comptabilité décrite à la **note 2 (a)** et aux termes du Contrat de Financement non Remboursable no.3570/GR-HA entre la BID et le Gouvernement Haïtien.

Notre audit a été effectué dans le but d'émettre une opinion sur les états financiers ci-mentionnés. Les informations supplémentaires incluses aux **Annexes I et II** ont pour but de fournir une analyse additionnelle et ne sont pas une exigence fondamentale des états financiers de base. Ces informations ont été sujettes aux procédés d'audit appliqués aux états financiers de base et, à notre avis, sont présentées fidèlement, à tous égards importants, en relation aux états financiers de base pris dans leur ensemble.

Ce rapport est destiné à l'usage de l'Unité Centrale d'Exécution (UCE), du Ministère des Travaux Publics, Transports et Communications (MTPTC) et de la Banque Interaméricaine de Développement (BID). Cette restriction ne vise pas à limiter la distribution de ce rapport dont l'approbation en fait un document public.

Meunier-Picard - Cabinet d'Experts-Comptables

Port-au-Prince, le 13 mars 2020

**MINISTÈRE DES TRAVAUX PUBLICS, TRANSPORTS ET COMMUNICATIONS
(MTPTC)**

UNITÉ CENTRALE D'EXÉCUTION (UCE)

PROGRAMME D'APPUI AU SECTEUR DES TRANSPORTS EN HAÏTI – V

BANQUE INTERAMERICAINE DE DÉVELOPPEMENT (BID)

ACCORD DE FINANCEMENT NON REMBOURSABLE BID NO. 3570/GR-HA

État des Flux de Trésorerie – BID

**Pour la période allant du 1^{er} octobre 2018 au 30 septembre 2019
(Exprimés en dollars US)**

	<u>Notes</u>	<u>2019</u>	<u>2018</u>
Encaissements:			
Encaissements cumulés en début d'exercice	\$	<u>16,117,001</u>	<u>-</u>
Au cours de la période			
Avances de fonds (requêtes nos. 1 et 10)	3	6,000,000	10,000,000
Paiements directs (requêtes nos. 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 11)	3	<u>4,951,692</u>	<u>6,117,001</u>
		<u>10,951,692</u>	<u>16,117,001</u>
Total des encaissements au 30 septembre 2019	\$	<u>27,068,693</u>	<u>16,117,001</u>
Décaissements cumulés en fin d'exercice			
Paiements directs	\$	<u>13,009,392</u>	<u>-</u>
Au cours de la période			
Justification de décaissements (requête no. 22,26)	3	2,636,504	4,379,709
Paiement directs (requêtes nos. 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8,11)	3	4,951,692	6,117,001
Dépenses non encore soumises	3 a	3,618,109	2,473,014
Dépenses récusées par la BID – Annexe I		4,788	39,668
Différence non expliquée		<u>(4,625)</u>	<u>-</u>
		<u>11,206,468</u>	<u>13,009,392</u>
Total des décaissements en fin d'exercice	\$	<u>24,215,860</u>	<u>13,009,392</u>
Excédent des encaissements sur les décaissements et montants disponibles, à la fin de la période	4	\$ <u>2,852,833</u>	<u>3,107,609</u>

Les notes aux états financiers font partie du présent état

**MINISTÈRE DES TRAVAUX PUBLICS, TRANSPORTS ET COMMUNICATIONS
(MTPTC)**

UNITÉ CENTRALE D'EXÉCUTION (UCE)

PROGRAMME D'APPUI AU SECTEUR DES TRANSPORTS EN HAÏTI – V

BANQUE INTERAMERICAINE DE DÉVELOPPEMENT (BID)

ACCORD DE FINANCEMENT NON REMBOURSABLE BID NO. 3570/GR-HA

ÉTAT DES INVESTISSEMENTS - BID

Pour la période allant du 1^{er} octobre 2018 au 30 septembre 2019

(Exprimé en dollars US)

	<u>Notes</u>	<u>Budget</u>	<u>Période précédente</u>	<u>Montants de la période</u>	<u>Montants cumulatifs</u>	<u>Solde budgétaire</u>
Encaissements :						
Contributions reçues		\$ 65,000,000	10,000,000	6,000,000	16,000,000	49,000,000
Paiements directs		-	6,117,001	4,951,692	11,068,693	(11,068,693)
Total des encaissements au 30 septembre 2018		65,000,000	16,117,001	10,951,692	27,068,693	37,931,307
Composante I -Travaux Publics et Supervision						
Travaux publics :						
Réhabilitation et entretien	5	37,123,845	7,147,232	4,769,179	11,916,411	25,207,434
Mitigation socio-environnemental et compensation	6	15,190,393	4,217,779	3,686,437	7,904,216	7,286,177
		52,314,238	11,365,011	8,455,616	19,820,627	32,493,611
Supervision	7	4,416,208	1,167,025	1,465,872	2,632,897	1,783,311
		56,730,446	12,532,036	9,921,488	22,453,524	34,276,922
Composante II - Renforcement Secteur Infrastructure Routière						
Équipements et fournitures d'entretien		3,000,000	-	-	-	3,000,000
Système gestion de l'entretien		-	-	-	-	-
Formation Unité d'Entretien		287,251	-	-	-	287,251
Sécurité Routière et Intégration Genre		279,391	-	112,960	112,960	166,431
		3,566,642	-	112,960	112,960	3,453,682
Composante III - Conception Technique, Études et Administration						
Administration	8	4,089,898	364,783	664,919	1,029,702	3,060,196
Suivi-évaluation		279,369	66,856	343,714	410,570	(131,201)
Conception technique, études socio-environnemental		133,645	45,717	106,424	152,141	(18,496)
Audit financier et environnemental		200,000	-	56,963	56,963	143,037
		4,702,912	477,356	1,172,020	1,649,376	3,053,536
Total des investissements		\$ 65,000,000	13,009,392	11,206,468	24,215,860	40,784,140

Les notes aux états financiers font partie du présent état

**MINISTÈRE DES TRAVAUX PUBLICS, TRANSPORTS ET COMMUNICATIONS
(MTPTC)**

UNITÉ CENTRALE D'EXÉCUTION (UCE)

PROGRAMME D'APPUI AU SECTEUR DES TRANSPORTS EN HAÏTI – V

BANQUE INTERAMERICAINE DE DÉVELOPPEMENT (BID)

ACCORD DE FINANCEMENT NON REMBOURSABLE BID NO. 3570/GR-HA

NOTES AUX ÉTATS FINANCIERS

Pour la période allant du 1^{er} octobre 2018 au 30 septembre 2019

(1) DESCRIPTION DU PROJET ET SON FINANCEMENT

Le 10 novembre 2015, le Gouvernement de la République d'Haïti et la Banque Intéraméricaine de Développement (BID) a signé l'Accord de Financement non Remboursable no. 3570/GR-HA de \$US 65,000,000 en vue de financer le Programme d'Appui au Secteur des Transports en Haïti-V.

L'objectif général du programme est d'augmenter la compétitivité, la collectivité et l'accessibilité territoriale en Haïti, en réduisant les coûts de transport et en fournissant des services plus sécuritaires, promouvant ainsi les intégrations régionales et internationales du pays. Le projet est mis en œuvre par le Ministère des Travaux Publics Transports et Communications à travers son Unité Centrale d'Exécution.

Ce programme de financement est consacré aux travaux d'amélioration de réhabilitation et d'entretien de segments de routes primaires et secondaires pour lesquels le premier projet éligible est la réhabilitation d'un segment routier entre Camp-Coq et Vaudreuil compris dans le budget de la Composante I du Projet. L'UCE avec l'assistance technique de la Banque évaluera et proposera d'autres projets éligibles au financement.

Les ressources seront décaissées par la Banque sous forme d'avances de fonds correspondant à l'équivalent des besoins de financement pour quatre (4) mois.

La date du dernier décaissement est prévue au 25 novembre 2020.

**MINISTÈRE DES TRAVAUX PUBLICS, TRANSPORTS ET COMMUNICATIONS
(MTPTC)**

UNITÉ CENTRALE D'EXÉCUTION (UCE)

PROGRAMME D'APPUI AU SECTEUR DES TRANSPORTS EN HAÏTI – V

BANQUE INTERAMERICAINE DE DÉVELOPPEMENT (BID)

ACCORD DE FINANCEMENT NON REMBOURSABLE BID NO. 3570/GR-HA

Notes aux états financiers

Pour la période allant du 1^{er} octobre 2018 au 30 septembre 2019

(2) SOMMAIRE DES PRINCIPES COMPTABLES IMPORTANTS

- a) Les états financiers ont été préparés sur la base de la comptabilité de caisse. Par conséquent, les financements sont reconnus lorsqu'ils sont reçus plutôt que lorsqu'ils sont approuvés, et les dépenses sont reconnues lorsqu'elles sont payées plutôt que lorsqu'elles sont encourues.

De l'avis de la Direction de l'UCE, les états financiers ont été préparés adéquatement en faisant preuve de jugement dans les limites raisonnables de l'importance relative et dans le cadre des conventions comptables résumées ci-après.

- b) Les états financiers ci-joints reflètent les fonds reçus de la BID, et les paiements directs décaissés par la BID. Les déboursés sont relatifs aux décaissements des fonds fournis à l'institution dans le but d'atteindre les objectifs discutés ci-dessus.
- c) Les états financiers vérifiés sont présentés en dollars US. Les transactions en monnaie locale ont été converties aux taux de change fournis par la Banque de la République d'Haïti à la date des transactions.

**MINISTÈRE DES TRAVAUX PUBLICS, TRANSPORTS ET COMMUNICATIONS
(MTPTC)**

UNITÉ CENTRALE D'EXÉCUTION (UCE)

PROGRAMME D'APPUI AU SECTEUR DES TRANSPORTS EN HAÏTI – V

BANQUE INTERAMERICAINE DE DÉVELOPPEMENT (BID)

ACCORD DE FINANCEMENT NON REMBOURSABLE BID NO. 3570/GR-HA

**Notes aux États des Flux de Trésorerie Effectués
et aux États des Investissements**

Au 30 septembre 2019

(Exprimé en dollars US)

(3) REQUÊTE DE DÉCAISSEMENT ET REMBOURSEMENTS

Les requêtes de décaissements et rembursements au 30 septembre 2019 sont comme suit :

30 septembre 2019

	<u>Date</u>		<u>Montants sollicités</u>	<u>Montants récusés</u>	<u>Avances de fonds</u>
<u>Encaissements</u>					
Avances de fonds # 23	29 avril 19	\$	<u>6,000,000</u>	<u>-</u>	<u>6,000,000</u>
<u>Paiements directs</u>					
Requête # 12	29 oct. 18		27,780	-	-
Requête # 13	29 oct. 18		175,633	-	-
Requête # 14	3 déc. 18		183,343	-	-
Requête # 15	17 déc. 18		27,930	-	-
Requête # 16	17 déc. 18		726,508	-	-
Requête # 17	17 déc. 18		27,930	-	-
Requête # 18	14 janv. 19		27,930	-	-
Requête # 19	28 janv. 19		305,384	-	-
Requête # 20	18 mars 19		50,802	-	-
Requête # 21	18 mars 19		246,524	-	-
Requête # 24	29 avril 19		474,157	-	-
Requête # 25	6 mai 19		27,630	-	-
Requête # 27	13 mai 19		361,976	-	-
Requête # 28	24 juin 19		27,930	-	-
Requête # 29	8 juillet 19		285,838	-	-
Requête # 30	29 juillet 19		186,663	-	-
Requête # 31	29 juillet 19		683,919	-	-
Requête # 32	19 août 19		548,929	-	-
Requête # 33	19 août 19		55,669	-	-
Requête # 34	3 sept. 19		27,780	-	-
Requête # 35	16 sept. 19		25,165	-	-
Requête # 36	16 sept. 19		<u>446,272</u>	<u>-</u>	<u>-</u>
		\$	<u>4,951,692</u>	<u>-</u>	<u>-</u>

**MINISTÈRE DES TRAVAUX PUBLICS, TRANSPORTS ET COMMUNICATIONS
(MTPTC)**

UNITÉ CENTRALE D'EXÉCUTION (UCE)

PROGRAMME D'APPUI AU SECTEUR DES TRANSPORTS EN HAÏTI – V

BANQUE INTERAMERICAINE DE DÉVELOPPEMENT (BID)

ACCORD DE FINANCEMENT NON REMBOURSABLE BID NO. 3570/GR-HA

Notes aux États Financiers

**Pour la période allant du 1er octobre 2018 au 30 septembre 2019
(Exprimé en dollars US)**

(3) REQUÊTE DE DÉCAISSEMENT ET REMBOURSEMENTS (SUITE)

30 septembre 2019

	<u>Date</u>	<u>Montants sollicités</u>	<u>Montants récusés</u>	<u>Avances de fonds</u>	<u>% Justifié</u>
<u>Requêtes de justifications</u>					
Requête # 22	28 février 19	2,014,253	-	2,014,253	100%
Requête # 26	26 avril 19	<u>627,039</u>	<u>4,788</u>	<u>622,251</u>	99%
		<u>2,641,292</u>	<u>4,788</u>	<u>2,636,504</u>	

3a) Au 30 septembre 2019, un total de \$US 3,618,109 de dépenses effectuées par le projet n'avaient pas encore été présentées à la BID dans des requêtes de décaissement. Elles ont été présentées le 23 janvier 2010, requête # 43 (Voir annexe I, page 24).

**MINISTÈRE DES TRAVAUX PUBLICS, TRANSPORTS ET COMMUNICATIONS
(MTPTC)**

UNITÉ CENTRALE D'EXÉCUTION (UCE)

PROGRAMME D'APPUI AU SECTEUR DES TRANSPORTS EN HAÏTI – V

BANQUE INTERAMERICAINE DE DÉVELOPPEMENT (BID)

ACCORD DE FINANCEMENT NON REMBOURSABLE BID NO. 3570/GR-HA

Notes aux États Financiers

**Pour la période allant du 1er octobre 2018 au 30 septembre 2019
(Exprimé en dollars US)**

(3) REQUÊTE DE DÉCAISSEMENT ET REMBOURSEMENTS (SUITE)

Les requêtes de décaissements et remboursements au 30 septembre 2018 sont comme suit :

30 septembre 2018

	<u>Date</u>	<u>Montants sollicités</u>	<u>Montants récusés</u>	<u>Avances de fonds</u>
<u>Encaissements</u>				
Avance de fonds #1	11 déc. 17	\$ 5,000,000	-	5,000,000
Avance de fonds #10	10 août 18	<u>5,000,000</u>	-	<u>5,000,000</u>
		\$ <u>10,000,000</u>	-	<u>10,000,000</u>
<u>Requêtes de justifications</u>				
Requête # 9	8 août 18	<u>4,419,378</u>	<u>39,669</u>	<u>4,379,709</u>
<u>Paiements directs</u>				
Requête # 2	2 avril 18	80,449	-	-
Requête # 3	29 mai 18	291,568	-	-
Requête # 4	7 mai 18	34,284	-	-
Requête # 5	21 mai 18	41,445	-	-
Requête # 6	18 juin 18	27,930	-	-
Requête # 7	6 août 18	5,543,371	-	-
Requête # 8	20 août 18	70,256	-	-
Requête # 11	17 septembre 18	<u>27,698</u>	-	-
		\$ <u>6,117,001</u>	-	-

3a) Au 30 septembre 2018, un total de \$US 2,473,014 de dépenses effectuées par le projet n'avaient pas encore été présentées à la BID dans des requêtes de décaissement. Elles ont été présentées le 28 février 2019, requête 22.

**MINISTÈRE DES TRAVAUX PUBLICS, TRANSPORTS ET COMMUNICATIONS
(MTPTC)**

UNITÉ CENTRALE D'EXÉCUTION (UCE)

PROGRAMME D'APPUI AU SECTEUR DES TRANSPORTS EN HAITI – V

BANQUE INTERAMERICAINE DE DÉVELOPPEMENT (BID)

ACCORD DE FINANCEMENT NON REMBOURSABLE BID NO. 3570/GR-HA

Notes aux États Financiers

**Pour la période allant du 1er octobre 2018 au 30 septembre 2019
(Exprimé en dollars US)**

(4) BANQUE ET ENCAISSE

Le solde de banque est domicilié à la BRH et n'est pas porteurs d'intérêts. Il se présente ainsi au 30 septembre 2019:

30 septembre 2019

	<u>Monnaie étrangère</u>	<u>TOTAL</u>
Banque en dollars US	\$ <u>2,852,833</u>	<u>2,852,833</u>

Le solde de banque domicilié à la BRH et n'est pas porteurs d'intérêts. Il se présente ainsi au 30 septembre 2018:

30 septembre 2018

	<u>Monnaie étrangère</u>	<u>TOTAL</u>
Banque en dollars US	\$ <u>3,107,609</u>	<u>3,107,609</u>

**MINISTÈRE DES TRAVAUX PUBLICS, TRANSPORTS ET COMMUNICATIONS
(MTPTC)**

UNITÉ CENTRALE D'EXÉCUTION (UCE)

PROGRAMME D'APPUI AU SECTEUR DES TRANSPORTS EN HAÏTI – V

BANQUE INTERAMERICAINE DE DÉVELOPPEMENT (BID)

ACCORD DE FINANCEMENT NON REMBOURSABLE BID NO. 3570/GR-HA

Notes aux États Financiers

**Pour la période allant du 1er octobre 2018 au 30 septembre 2019
(Exprimé en dollars US)**

(5) RÉHABILITATION ET ENTRETIEN

Les dépenses relatives aux travaux de réhabilitation et d'entretien au 30 septembre 2019 sont comme suit:

30 septembre 2019

	Transactions de la période <u>précédente</u>	Transactions de la période <u>BID</u>	Cumulatif <u>BID</u>
Consultation et études Carrefour Joffre-Port-de-Paix	\$ -	385,378	385,378
Réhabilitation de la Route Nationale #7 (Cayes – Jérémie)	<u>7,147,232</u>	<u>4,383,801</u>	<u>11,531,033</u>
	\$ <u>7,147,232</u>	<u>4,769,179</u>	<u>11,916,411</u>

Les débours cumulés au 30 septembre 2019 comprennent des avances consenties à une firme d'exécution dans le cadre du contrat de G 126,020,183 (équivalent à \$US 1,356,464). Une avance de 30% est consentie à l'initiation du contrat et est amortie à raison de 30% de chaque décompte sur la durée des travaux. Ces avances sont couvertes par des garanties d'avance de démarrage à échéance de juin 2020.

Par contrat, ces travaux sont également supportés par une garantie de bonne exécution à concurrence de G 37,278,922 (équivalent à \$US 399,490) à échéance du 16 juin 2020.

30 septembre 2018

Les dépenses relatives aux travaux de réhabilitation et d'entretien sont comme suit:

	Transaction de la période	TOTAL
Réhabilitation de la Route Nationale #7 (Cayes – Jérémie)	\$ <u>7,147,232</u>	<u>7,147,232</u>

Ce montant représente l'avancement de démarrage consentie conformément aux termes du contrat.

**MINISTÈRE DES TRAVAUX PUBLICS, TRANSPORTS ET COMMUNICATIONS
(MTPTC)**

UNITÉ CENTRALE D'EXÉCUTION (UCE)

PROGRAMME D'APPUI AU SECTEUR DES TRANSPORTS EN HAÏTI – V

BANQUE INTERAMERICAINE DE DÉVELOPPEMENT (BID)

ACCORD DE FINANCEMENT NON REMBOURSABLE BID NO. 3570/GR-HA

Notes aux États Financiers

**Pour la période allant du 1er octobre 2018 au 30 septembre 2019
(Exprimé en dollars US)**

(6) MITIGATION SOCIO – ENVIRONNEMENTAL ET COMPENSATION

Les dépenses activités de mitigation socio-environnemental et compensation au 30 septembre 2019 sont comme suit:

30 septembre 2019

	Transactions de la période précédente	Transactions de la période BID	Cumulatif BID
Compensation Plaisance – Camp-Coq	\$ 3,517,404	324,094	3,841,498
Expropriation Route Nationale #1 (Ennery-Plaisance)	34,536	1,843,645	1,878,181
Compensation Route Nationale #1 (Ennery-Plaisance)	312,486	827,315	1,139,801
Mis en œuvre PAR la Route Nationale #1 et #5	308,568	449,042	757,610
Personnel expropriation Route Nationale #1	44,785	96,475	141,260
Actualisation plan actions et réinstallation	-	136,477	136,477
Compensation Route nationale # 7 (Cayes-Jacmel)	-	9,389	9,389
	\$ <u>4,217,779</u>	<u>3,686,437</u>	<u>7,904,216</u>

30 septembre 2018

Les dépenses d'activités de mitigation socio-environnemental et compensation au 30 septembre 2018 sont comme suit:

	Transaction de la période	TOTAL
Compensation Plaisance – Camp-Coq	\$ 3,517,404	3,517,404
Mis en œuvre par la Route Nationale #1 et #5	308,568	308,568
Compensation Route nationale #1 (Ennery-Plaisance)	312,486	312,486
Personnel expropriation Route Nationale #1	44,785	44,785
Expropriation Route Nationale #1 (Ennery-Plaisance)	34,536	34,536
	\$ <u>4,217,779</u>	<u>4,217,779</u>

**MINISTÈRE DES TRAVAUX PUBLICS, TRANSPORTS ET COMMUNICATIONS
(MTPTC)**

UNITÉ CENTRALE D'EXÉCUTION (UCE)

PROGRAMME D'APPUI AU SECTEUR DES TRANSPORTS EN HAÏTI – V

BANQUE INTERAMERICAINE DE DÉVELOPPEMENT (BID)

ACCORD DE FINANCEMENT NON REMBOURSABLE BID NO. 3570/GR-HA

Notes aux États Financiers

**Pour la période allant du 1er octobre 2018 au 30 septembre 2019
(Exprimé en dollars US)**

(7) SUPERVISION

30 septembre 2019

Les dépenses de supervision au 30 septembre 2019 sont comme suit :

	Transactions de la période <u>précédente</u>	Transactions de la période <u>BID</u>	Cumulatif <u>BID</u>
Supervision de la Route Nationale #7	\$ 1,167,025	595,290	1,762,315
Supervision Ennery-Plaisance	-	683,919	683,919
Supervision Gonaives-Ennery	-	<u>186,663</u>	<u>186,663</u>
	\$ <u>1,167,025</u>	<u>1,465,872</u>	<u>2,632,897</u>

Les débours cumulés au 30 septembre 2019 comprennent des avances consenties à une firme de supervision dont la balance est de \$US 79,680. Une avance de 30% est consentie à l'initiation du contrat et est amortie à raison de 40% de chaque décompte sur la durée des travaux. Ces avances ont été intégralement remboursées subséquentement au 30 septembre 2019.

30 septembre 2018

Les dépenses de supervision au 30 septembre 2018 sont comme suit :

	<u>Transaction de la période</u>	<u>TOTAL</u>
Supervision de la Route Nationale #1	\$ <u>1,167,025</u>	<u>1,167,025</u>

Ce montant comprend des dépenses antérieures à la signature du contrat d'exécution dont il est question.

**MINISTÈRE DES TRAVAUX PUBLICS, TRANSPORTS ET COMMUNICATIONS
(MTPTC)**

UNITÉ CENTRALE D'EXÉCUTION (UCE)

PROGRAMME D'APPUI AU SECTEUR DES TRANSPORTS EN HAÏTI – V

BANQUE INTERAMERICAINE DE DÉVELOPPEMENT (BID)

ACCORD DE FINANCEMENT NON REMBOURSABLE BID NO. 3570/GR-HA

Notes aux États Financiers

**Pour la période allant du 1er octobre 2018 au 30 septembre 2019
(Exprimé en dollars US)**

(8) ADMINISTRATION

Les dépenses d'administration au 30 septembre 2019 sont comme suit:

30 septembre 2019

	Transactions de la période précédente	Transactions de la période BID	Cumulatif BID
Personnel	\$ 188,328	535,713	724,041
Acquisition d'Équipements (a)	112,855	1,320	114,175
Entretien et réparation	-	39,101	39,101
Perdiem	5,807	18,648	24,455
Conception & réalisation de spots audio & vidéo	18,134	5,858	23,992
Electricité	-	17,369	17,369
Promotion d'information	7,179	4,808	11,987
Frais et commissions	2,570	7,576	10,146
Personnel communication	9,398	-	9,398
Matériels et outils technique et mécanique	-	8,205	8,205
Location véhicule	-	7,400	7,400
Diffusion spots publicitaires audio	3,645	3,060	6,705
Frais de consultation support médiatique	-	6,515	6,515
Spots promotionnels	5,793	-	5,793
Spécial promotion pour MTPTC	2,565	2,224	4,789
Confection & Installation	4,390	-	4,390
Fournitures de bureau	-	3,256	3,256
Publicité	1,114	1,823	2,937
Diffusion spots promotionnels	2,894	-	2,894
Fournitures, pièces et matériels	-	2,043	2,043
Spots promotionnels	111	-	111
	\$ <u>364,783</u>	<u>664,919</u>	<u>1,029,702</u>

(a) La catégorie Équipements comprend trois véhicules achetés en 2018 à raison de \$US 37,618 par véhicule pour un total de \$US 112,855.

**MINISTÈRE DES TRAVAUX PUBLICS, TRANSPORTS ET COMMUNICATIONS
(MTPTC)**

UNITÉ CENTRALE D'EXÉCUTION (UCE)

PROGRAMME D'APPUI AU SECTEUR DES TRANSPORTS EN HAITI – V

BANQUE INTERAMERICAINE DE DÉVELOPPEMENT (BID)

ACCORD DE FINANCEMENT NON REMBOURSABLE BID NO. 3570/GR-HA

Notes aux États Financiers

**Pour la période allant du 1er octobre 2018 au 30 septembre 2019
(Exprimé en dollars US)**

(8) ADMINISTRATION (SUITE)

Les dépenses d'administration au 30 septembre 2018 sont comme suit:

30 septembre 2018

	Transaction de la période	<u>TOTAL</u>
Personnel	\$ 188,328	188,328
Acquisition d'Équipements (a)	112,855	112,855
Conception & réalisation de spots audio & vidéo	18,134	18,134
Personnel communication	9,398	9,398
Promotion d'information	7,179	7,179
Perdiem	5,807	5,807
Spots promotionnels	5,793	5,793
Confection & Installation	4,390	4,390
Diffusion spots publicitaires audio	3,645	3,645
Diffusion spots promotionnels	2,894	2,894
Frais et commissions	2,570	2,570
Spécial promotion pour MTPTC	2,565	2,565
Publicité	1,114	1,114
Spots promotionnels	<u>111</u>	<u>111</u>
	\$ <u>364,783</u>	<u>364,783</u>

(a) La catégorie Équipements comprend exclusivement trois véhicules achetés au cours de l'exercice à raison de \$US 37,618 (G 2,618,000) par véhicule pour un total de \$US 112,855.

**MINISTÈRE DES TRAVAUX PUBLICS, TRANSPORTS ET COMMUNICATIONS
(MTPTC)**

UNITÉ CENTRALE D'EXÉCUTION (UCE)

PROGRAMME D'APPUI AU SECTEUR DES TRANSPORTS EN HAÏTI – V

BANQUE INTERAMERICAINE DE DÉVELOPPEMENT (BID)

ACCORD DE FINANCEMENT NON REMBOURSABLE BID NO. 3570/GR-HA

Notes aux États Financiers

Pour la période allant du 1er octobre 2018 au 30 septembre 2019

(Exprimé en dollars US)

(9) ENGAGEMENTS

Au 30 septembre 2019, les balances non décaissées dans le cadre de contrats en vigueur sont réparties comme suit:

No. marché	Catégories budgétaires		Montants des contrats	Montants décaissés	Montants engagés
	TRAVAUX PUBLICS ET SUPERVISION				
SFQC/3570/2017/003	Études détaillées (Carrefour Joffre -Port-de-Paix	\$	1,420,161	385,378	1,034,783
ED/3570/2017/01	Travaux de réhabilitation (Cayes Jérémie)		24,717,196	11,531,033	13,186,163
ED/3570/2018/002-INSU	Mise en œuvre PAR pour la RN1 et la RN5		1,172,044	757,610	414,434
ED/3570/2017/001-SUP	Supervision de la Route Nationale no. 7		1,916,208	1,762,315	153,893
	Compensation Plaisance Camp Coq		4,185,485	3,841,498	343,987
	Expropriation RN1 Ennery-Plaisance		3,370,751	1,876,290	1,494,461
	Compensation Ennery-Plaisance		<u>2,981,786</u>	<u>1,139,801</u>	<u>1,841,985</u>
	Sous-Total	\$	39,763,631	21,293,925	18,469,706
	RENFORCEMENT DU SECTEUR DE L'INFRASTRUCTURE ROUTIÈRE				
SED/3570/2018/003-FOR-AS	Formation FIDIC jaune/tour de contrôle Aéroport	\$	<u>287,251</u>	<u>82,193</u>	<u>205,058</u>
	Sous-Total	\$	287,251	82,193	205,058
	CONCEPTION TECHNIQUE, ÉTUDE SOCIO-ENVIRONNEMENTALE				
	Appui préparation spect techn et DOA phase 2	\$	188,420	-	188,420
SFQ/AON-C/3570/2018/001-139	Études Géotechniques Tour de Contrôle		<u>58,859</u>	<u>55,162</u>	<u>3,697</u>
	Sous-Total	\$	247,279	55,162	192,117
	AUDIT FINANCIERS ET ENVIRONNEMENTAUX				
	Audit états financiers	\$	<u>256,772</u>	<u>56,963</u>	<u>199,809</u>
	Sous-Total	\$	256,772	56,963	199,809
		\$	40,554,933	21,488,243	19,066,690

**MINISTÈRE DES TRAVAUX PUBLICS, TRANSPORTS ET COMMUNICATIONS
(MTPTC)**

UNITÉ CENTRALE D'EXÉCUTION (UCE)

PROGRAMME D'APPUI AU SECTEUR DES TRANSPORTS EN HAITI – V

BANQUE INTERAMERICAINE DE DÉVELOPPEMENT (BID)

ACCORD DE FINANCEMENT NON REMBOURSABLE BID NO. 3570/GR-HA

Notes aux États Financiers

**Pour la période allant du 1er octobre 2018 au 30 septembre 2019
(Exprimé en dollars US)**

(10) ENGAGEMENTS (SUITE)

Au 30 septembre 2018, les balances non décaissées dans le cadre de contrats en vigueur sont réparties comme suit:

No. marché	Catégories budgétaires	Montants des contrats	Montants décaissés	Montants engagés
	TRAVAUX PUBLICS ET SUPERVISION			
SFQC/3570/2017/003	Études détaillées (Carrefour Joffre -Port-de-Paix	\$ 1,420,161	-	1,420,161
ED/3570/2017/01	Travaux de réhabilitation (Cayes Jérémie)	24,717,196	7,147,232	17,569,964
ED/3570/2018/002-INSU	Mise en œuvre PAR pour la RN1 et la RNS	1,172,044	308,568	863,476
ED/3570/2017/001-SUP	Supervision de la Route Nationale no. 7	<u>1,916,208</u>	<u>1,167,025</u>	<u>749,183</u>
		\$ 29,225,609	8,622,825	20,602,784
	RENFORCEMENT DU SECTEUR DE L'INFRASTRUCTURE ROUTIÈRE			
SED/3085/2018/001	Formation FIDIC jaune/tour de contrôle Aéroport	\$ 82,193	-	82,193
	CONCEPTION TECHNIQUE, ÉTUDE SOCIO-ENVIRONNEMENTALE			
SED/3570/04/2018/001/SC-AERO	Suivi sur l'avancement physique des travaux (Plaisance - Camp Coq)	\$ 133,220	66,856	66,364
SED/3570/04/2018/002/SC-AERO	Études photogrammétriques aériennes RN5	122,746	-	122,746
SED/3570/04/2018/003/FOR-AS	Assistance aspect géométriques Tour de Contrôle	53,645	17,318	36,327
SED/AON-C/3570/2018/001-139	Études Géotechniques Tour de Contrôle	<u>58,859</u>	<u>28,399</u>	<u>30,460</u>
		368,470	112,573	255,897
	Total	\$ 29,676,272	8,735,398	20,940,874

**MINISTÈRE DES TRAVAUX PUBLICS, TRANSPORTS ET COMMUNICATIONS
(MTPTC)**

UNITÉ CENTRALE D'EXÉCUTION (UCE)

PROGRAMME D'APPUI AU SECTEUR DES TRANSPORTS EN HAÏTI – V

BANQUE INTERAMERICAINE DE DÉVELOPPEMENT (BID)

ACCORD DE FINANCEMENT NON REMBOURSABLE BID NO. 3570/GR-HA

État comparatif du Projet avec LMS

Au 30 septembre 2019

(Exprimé en dollars US)

	<u>Budget</u>	<u>LMS-BID</u>	<u>Montants cumulatifs</u>	<u>Différence LMS - Projet</u>
Encaissements :				
Contribution reçues	\$ 65,000,000	16,000,000	16,000,000	-
Paievements directs	-	<u>11,068,693</u>	<u>11,068,693</u>	-
Total des encaissements au 30 septembre 2019	<u>65,000,000</u>	<u>27,068,693</u>	<u>27,068,693</u>	-
Composante I -Travaux Publics et Supervision				
Travaux publics				
Réhabilitation et entretien	37,123,845	11,178,164	11,916,411	(738,247)
Mitigation socio-environnemental et compensation	<u>15,190,393</u>	<u>5,787,746</u>	<u>7,904,216</u>	<u>(2,116,470)</u>
	52,314,238	16,965,910	19,820,627	(2,854,717)
Supervision	<u>4,416,208</u>	<u>2,482,586</u>	<u>2,632,897</u>	<u>(150,311)</u>
	<u>56,730,446</u>	<u>19,448,496</u>	<u>22,453,524</u>	<u>(3,005,028)</u>
Composante II- Renforcement secteur Infrastructure Routière				
Équipements et fournitures d'entretien	3,000,000	-	-	-
Système gestion de l'entretien	-	-	-	-
Format pers. Unité d'Éntretien	287,251	-	-	-
Sécurité Routière et Intégration Genre	<u>279,391</u>	-	<u>112,960</u>	<u>(112,960)</u>
	<u>3,566,642</u>	-	<u>112,960</u>	<u>(112,960)</u>
Composante III -Conception Technique, Études et administration				
Administration	4,089,898	726,768	1,029,702	(302,934)
Suivi-évaluation	279,369	261,568	410,570	(149,002)
Conception Technique, études socio-environnemental et administration	133,645	120,416	152,141	(31,725)
Audit financier et Environnement	<u>200,000</u>	-	<u>56,963</u>	<u>(56,963)</u>
	<u>4,702,912</u>	<u>1,108,752</u>	<u>1,649,376</u>	<u>(540,624)</u>
Total des décaissements	\$ <u>65,000,000</u>	<u>20,557,248</u>	<u>24,215,860</u>	<u>(3,658,612)</u>

**MINISTÈRE DES TRAVAUX PUBLICS, TRANSPORTS ET COMMUNICATIONS
(MTPTC)**

UNITÉ CENTRALE D'EXÉCUTION (UCE)

PROGRAMME D'APPUI AU SECTEUR DES TRANSPORTS EN HAÏTI – V

BANQUE INTERAMERICAINE DE DÉVELOPPEMENT (BID)

ACCORD DE FINANCEMENT NON REMBOURSABLE BID NO. 3570/GR-HA

État comparatif du Projet avec LMS

Au 30 septembre 2019

(Exprimé en dollars US)

EXPLICATION DES DIFFÉRENCES PROGRAMME/LMS

Les différences entre la confirmation de la BID (LMS) et les livres du programme s'expliquent comme suit :

	Différence LMS programme	Montants récusés par la BID au cours de la période (Requêtes #22 et #26)	Différence à expliquer	Dépenses de la période non encore présentées requête # 43	Total
I. TRAVAUX PUBLICS ET SUPERVISION	\$ 3,005,028	36,196	481	2,969,313	3,005,028
II- RENFORCEMENT SECTEUR INFRASTRUCTURE ROUTIÈRE	112,960	-	-	112,960	112,960
III- CONCEPTION TECHNIQUE, ÉTUDES ET ADMINISTRATION	<u>540,624</u>	<u>4,788</u>	<u>-</u>	<u>535,836</u>	<u>540,624</u>
TOTAL	\$ 3,658,612	40,984	481	3,618,109	3,658,612

MINISTÈRE DES TRAVAUX PUBLICS, TRANSPORTS ET COMMUNICATIONS
(MTPTC)

UNITÉ CENTRALE D'EXÉCUTION (UCE)

PROGRAMME D'APPUI AU SECTEUR DES TRANSPORTS EN HAÏTI – V

BANQUE INTERAMERICAINE DE DÉVELOPPEMENT (BID)

ACCORD DE FINANCEMENT NON REMBOURSABLE BID NO. 3570/GR-HA

Rapport sur le statut du fonds de roulement

Pour la période allant du 1er octobre 2018 au 30 septembre 2019
(Exprimé en dollars US)

	Montant détaillé pour chacune des opérations (US\$)	
I- SOLDE AUX LIVRES		
Compte Banque Centrale / Dollars	\$ <u>2,852,833</u>	<u>2,852,833</u>
II- FONDS DÉJÀ UTILISÉS ATTENDANT JUSTIFICATION		
Dépenses récusées pour la période requêtes # 26	4,788	
Dépenses récusées période antérieure requête # 22	36,196	
Dépenses non encore soumises sur requête # 43	<u>3,618,109</u>	
	<u>3,659,093</u>	<u>3,659,093</u>
III- TOTAL FONDS DE ROULEMENT ATTENDANT JUSTIFICATION		<u>6,511,926</u>
IV- SOLDE DU FONDS DE ROULEMENT SELON LMS		<u>6,511,144</u>
V- DIFFÉRENCE		(782)
Montant débité par la BRH par erreur sur le compte de banque	(166)	
Différence non expliquée	<u>(616)</u>	
	\$ <u>(782)</u>	



MINISTÈRE
DES TRAVAUX PUBLICS
TRANSPORTS
ET COMMUNICATIONS

REPUBLIQUE D'HAÏTI
REPUBLIK DAYITI

MINISTÈ
TRAVO PIBLIK
TRANSPO
AK KOMINIKASYON

Palais des Ministères

Palè de Ministè

Réf

No

Port-au-Prince, le 13 mars 2020

MÉROVE-PIERRE – CABINET D'EXPERTS-COMPTABLES
7, Rue Lechaud, Route Reimbold (Bourdon)
P.O. Box 13270, Delmas
Port-au-Prince, Haïti

Messieurs,

Le Ministère des Travaux Publics, Transports et Communications (MTPTC), à travers l'Unité Centrale d'Exécution (UCE) confirme par la présente avoir compris : (i) que l'audit que vous avez effectuée avait pour but de vous permettre d'exprimer une opinion sur les états financiers des fonds reçus dans le cadre du **Programme d'Appui au Secteur des Transports en Haïti – V**, financé à partir des ressources de la facilité non remboursable de la Banque Interaméricaine de Développement (BID) no. 3570/GR-HA, pour la période allant du 1er octobre 2018 au 30 septembre 2019, et (ii) que les procédés d'audit, y compris les sondages des registres comptables utilisés, ont été limités à ceux que vous avez jugés nécessaires dans les circonstances.

Le Ministère des Travaux Publics, Transports et Communications (MTPTC), à travers l'Unité Centrale d'Exécution (UCE) comprend aussi qu'elle est responsable de la présentation fidèle aux états financiers, des sources et utilisations des fonds du Programme et de sa situation financière, en conformité avec la base de comptabilité de caisse modifiée et les normes internationales de présentation de l'information financière. L'UCE est aussi responsable d'établir et de maintenir un système de contrôle interne.

Certaines déclarations de cette lettre sont décrites comme étant restreintes à des éléments importants. Indépendamment de sa valeur, un élément est considéré important s'il implique une omission ou la présentation erronée d'informations comptables qui, selon les circonstances, pourrait, en toute probabilité, modifier ou influencer le jugement d'une personne avisée qui fait foi à ces informations.

.. / ..

Dans le cadre de votre audit, le MTPTC à travers la Coordination de l'UCE confirme qu'au meilleur de sa connaissance et de croyance, que:

1. Les états financiers mentionnés ci-haut, sont présentés fidèlement, en conformité à la méthode de comptabilité de caisse.
2. Tous ses registres comptables et financiers et ses données connexes ont été mis à votre disposition.
3. Elle a mis à votre disposition tous les registres de correspondance avec la BID, et tout autre tiers et qui constituent un compte-rendu fidèle des décisions qui ont été prises jusqu'à la date de cette lettre.
4. Il n'a pas eu:
 - a) aucun cas de fraude ou autre irrégularité concernant les membres de la Coordination de l'Unité Centrale d'Exécution (UCE) ou des employés ayant un rôle important dans le système de contrôle interne qui ait été constaté et n'a pas été porté à votre connaissance. (Nous reconnaissons que le mot fraude désigne les inexactitudes intentionnelles contenues dans les états financiers, y compris l'omission d'un montant ou d'une autre information, ou les inexactitudes résultant d'un vol d'actifs appartenant à l'institution. De plus, nous reconnaissons que fraude désigne aussi les supercheries, par exemple les manipulations, ou la falsification ou modification de comptes ou de pièces comptables, les déclarations trompeuses ou l'omission intentionnelle de faits, d'opérations ou d'autres informations significatives, de même que les applications intentionnellement fautives de principes comptables eu égard à un montant, à un classement, à un mode de présentation ou aux informations à fournir);
 - b) aucun cas de fraude ou autre irrégularité concernant d'autres employés qui pourrait avoir un effet significatif sur les états financiers;
 - c) aucune information, écrite ou orale, relatant des applications erronées de normes comptables dans les états financiers de l'organisation, qui ne vous auraient pas été communiquée;
 - d) aucune déclaration qui vous aurait été communiquée dans le cadre de votre audit et qui ne soit pas conforme à la réalité et qui pourrait affecter de façon importante les états financiers vérifiés;
 - e) aucune violation ou possible violation de lois ou d'autres règles dont les conséquences devraient être mentionnées dans les notes annexées aux états financiers;

- f) aucune transaction importante qui n'ait pas été correctement enregistrée dans les registres comptables;
 - g) aucun autre élément des soldes de fonds, ou des gains ou pertes éventuels qui exigerait d'être courus ou divulgué aux états financiers;
 - h) aucun fait qui soit intervenu, voire des questions qui aient été constatées depuis le 31 mars 2019, qui nécessiteraient des ajustements ou des ajouts aux états financiers;
 - i) aucune réclamation en cours ou éventuelle qui n'ait pas été portée à votre connaissance, qu'elles aient été ou non discutées avec un conseiller juridique;
 - j) aucune communication dans laquelle un organisme de réglementation ou un organisme gouvernemental aurait signalé que nos méthodes de présentation de l'information financière ne se conforment pas aux exigences ou comportent des lacunes, et qu'elles pourraient par conséquent avoir une incidence importante sur les états financiers.
5. À l'exception des situations reportées au rapport sur la structure de contrôle interne de la Coordination de l'Unité Centrale d'Exécution (UCE), sur le respect des Clauses Contractuelles, Comptable et Financière et du règlement d'Opérations, sur L'examen Intégré des processus de Passation de Marchés et des Requêtes de décaissements, il n'y a pas eu d'autres situations à reporter dans la structure ou la mise en application du contrôle interne qui, selon notre jugement, pourraient potentiellement affecter négativement la capacité de la Coordination de l'Unité Centrale d'Exécution (UCE) à enregistrer, traiter, résumer et rapporter des données financières en accord avec les déclarations de l'UCE dans les états financiers. Nous n'avons pas également relevé aucune déficience majeure dans la mise en opération de la structure de contrôle interne. Nous comprenons que le terme « déficience majeure » représente une situation à rapporter selon laquelle la structure ou la mise en application des éléments du contrôle interne ne réduisent pas à un degré relativement bas le risque que des erreurs ou irrégularités dans les montants, qui pourraient avoir un effet important sur les états financiers à vérifier, peuvent se produire et ne pas être détectées au cours d'une période donnée par les employés dans le cours normal de leurs fonctions respectives.
6. Le Ministère des Travaux Publics, Transports et Communications (MTPTC) à travers la Coordination de l'Unité Centrale d'Exécution (UCE) n'a aucun plan ni aucune intention qui pourrait avoir un effet important sur la valeur comptable ou sur le classement des éléments des soldes de fonds.
7. Le Ministère des Travaux Publics, Transports et Communications (MTPTC) possède des droits de propriété satisfaisants sur tous les matériels et équipements comptabilisés; il n'existe aucun lien légal sur ces éléments et aucun n'a été donné en garantie.

8. Le Ministère des Travaux Publics, Transports et Communications (MTPTC) à travers la Coordination de l'Unité Centrale d'Exécution (UCE) avait respecté toutes les dispositions des accords contractuels dont l'inobservance pourrait affecter de manière importante les états financiers.
9. Les éléments qui suivent ont été pris en compte dans la préparation des états financiers, le cas échéant :
 - a) Les opérations entre apparentés, y compris les opérations conclues gratuitement et tous les soldes débiteurs ou créditeurs, y compris l'exécution des activités de projet, les ventes, les achats, les prêts ou emprunts, les transferts, les ententes de location et les garanties, conformément aux normes internationales de présentation de l'information financière. Nous reconnaissons que le mot «apparentés» désigne les organismes affiliés à l'institution; les organismes représentant les autorités de tutelle sous laquelle est placée l'institution; les entités composant le Conseil de l'institution et les autorités de nomination, tel que définies et établies au regard de la Loi; les entreprises publiques ou privées dans lesquelles l'institution détient, à son titre ou pour l'État Haïtien, une participation pouvant être comptabilisée à la valeur de consolidation [ou selon la méthode de la consolidation proportionnelle, le cas échéant], les fiducies établies pour le bénéfice des salariés ou d'autres tiers, comme les fiducies de participation au bénéfice qui sont gérées par la direction ou sous son administration fiduciaire, tel que prévu par la Loi; la Coordination de même que leurs proches parents; et toute autre partie avec laquelle l'institution doit traiter si cette partie la contrôle ou exerce sur ses politiques de gestion ou d'exploitation une influence si notable que l'institution peut en être empêchée de se consacrer entièrement à ses propres intérêts. Au meilleur de notre connaissance, aucune opération entre apparenté, autre que les opérations de financement des autorités de tutelle, n'a été effectuée durant la période.
 - b) Les engagements écrits (contrats de travaux, consultants et loyers) ou potentiels en vertu desquels l'institution est actuellement ou pourrait être éventuellement responsable.
 - c) Des liens d'affiliation ou de membre nécessitant une divulgation aux états financiers.
 - d) Les modifications de principes comptables ou de modalités d'application de ces principes, pouvant affecter la présentation d'informations comparables entre les exercices courant et précédent.
10. Nous croyons que la valeur comptable de tous les éléments importants des soldes de fonds pourra être recouvrée.
11. À la date de la présente, nous n'avons noté aucun fait susceptible d'affecter, selon notre jugement, la capacité de l'institution à fonctionner de manière continue.

Le Ministère des Travaux Publics, Transports et Communications (MTPTC) à travers la Coordination de l'Unité Centrale d'Exécution (UCE) vous prie d'agréer, Messieurs, ses salutations distinguées.

Pour l'UCE :



M. Gaëtan Youance, Ing.
Coordonnateur de l'Unité Centrale d'Exécution (UCE)



M. Frantz E. Prinston
Spécialiste Financier